

Main basse sur l'information a été primé

## « Le débat sur la concentration

De nouveaux acteurs qui possèdent les tuyaux nécessaires à la diffusion des contenus, une nouvelle forme de censure plus frontale, des aides à la presse inefficaces, l'indépendance des médias et la liberté de la presse sont en danger. Entretien avec Laurent Mauduit, journaliste à Mediapart.

### Comment t'es venue l'idée d'écrire ce livre, *Main basse sur l'information* ?

D'abord parce que j'ai derrière moi un parcours qui m'a amené de l'AFP au *Monde*, en passant par *Libé*, et que tout au long de ma carrière, j'ai été le témoin de cette double rationalisation que je raconte dans mon livre. J'ai vécu la perte d'indépendance du *Monde*, journal que j'ai quitté après avoir été victime d'une censure. Mon expérience personnelle m'a conduit à m'intéresser naturellement à ces sujets, que j'ai continué à suivre pour Mediapart.

### Est-ce qu'en matière de concentration et d'indépendance des médias, la situation est pire aujourd'hui qu'elle ne l'a été ?

Oui, c'est pire. Cette normalisation s'est étalée sur de très nombreuses années, mais ce qu'on vit aujourd'hui, c'est une accélération, avec la constitution de mastodontes. Il y a cet effet de taille, mais ce qui fait que ce mouvement est plus inquiétant que par le passé, c'est le fait que certains P-dg de ces entreprises sont devenus tellement puissants qu'ils ont le sentiment de pouvoir tout se permettre. C'est comme si d'un seul coup, les masques étaient tombés. Comme on a pu le constater à travers l'affaire i-Télé, nous sommes face à une censure décomplexée, presque revendiquée. On l'a vu aussi avec le limogeage d'Aude Lancelin de *L'Obs*, le phénomène s'ac-

compagne d'une violence éditoriale qui est nouvelle, désinhibée, brutale, et plus affichée qu'autrefois.

### Comment a été accueilli ton livre dans la presse et les médias en général ?

Et bien j'en ai fait un billet de blog intitulé : défense de parler des oligarques dans la presse des oligarques. J'ai été invité très chaleureusement en régions, dans les clubs de la presse, par les syndicats, des associations, des sociétés de journalistes, mais dans la presse parisienne, rien ! Black-out total ! Je n'ai pas eu une ligne dans *L'Express*, *Le Monde* et *Libé*, et BFM ne m'a pas invité. Par contre j'ai eu droit à deux pages dans *Le Soir* de Belgique, et quatre pages dans un journal italien. Le traitement de mon livre, c'est un peu une démonstration par l'absurde de ce que j'entends dénoncer.

### C'est pourtant un sujet qui devrait intéresser la profession...

La liberté de la presse, ce n'est pas un droit des journalistes, c'est d'abord un droit fondamental des citoyens. Globalement, le climat est propice au débat public sur la question de la concentration des médias, même si je trouve les propositions qui sont faites par les candidats, dans le cadre de la campagne présidentielle, pas du tout assez ambitieuses. Chez les jeunes journalistes, on sent une aspiration à débattre de ce sujet : comment faire notre métier librement. Dans la société, vis-à-vis des médias, on sent un discrédit de l'opinion, souvent justifié, et en même temps un appétit des citoyens pour ces questions.

### « Niel, Arnault, Dassault, voilà qui l'État aide ! »

### Comment as-tu vécu le feuilleton de la grève à i-Télé ?

L'affaire i-Télé, c'est un concentré de tous les maux dont notre démocratie est victime. On a un actionnaire minoritaire de Vivendi, qui fait comme s'il était le patron, alors qu'en droit ça n'est pas le cas, qui fait violence à la rédaction de Canal+ à travers des censures multiples, avant de tenter d'humilier la rédaction d'i-Télé. Et la puissance publique, inerte, ne fait rien. Il a fallu attendre un mois

d'une grève très digne, pour que le ministère du Travail daigne recevoir les journalistes, alors que ça n'était pas un conflit du travail mais bien une lutte pour l'indépendance d'une rédaction.

### Mais que pouvait faire, concrètement, le gouvernement ?

Il y a eu quelques avertissements, par l'intermédiaire du CSA, mais c'était vraiment le minimum. La loi Bloche, que vous avez condamnée, ce sont des mesures cosmétiques, qui n'empêchent rien : comment discuter d'une charte déontologique avec Bolloré ? Quel qu'en soit son contenu, il n'en fera rien. Comme le demande d'ailleurs le SNJ depuis longtemps, seule la reconnaissance d'un statut juridique octroyant aux rédactions des droits nouveaux serait susceptible de leur permettre de lutter collectivement pour leur indépendance, et l'honnêteté de l'information.

### Est-ce qu'il faut créer de nouveaux seuils anti-concentrations ?

Sans doute, mais le débat sur la concentration des médias a changé de nature avec l'arrivée d'acteurs qui posent des problèmes nouveaux. Pendant longtemps, on s'est focalisé sur les industriels dépendant de la commande publique, mais aujourd'hui, quand un Drahi, propriétaire de médias, utilise son portail numérique comme canal de diffusion, c'en est fini de la loi Bichet et de l'universalité de la diffusion. On est dans une sorte de privatisation des tuyaux. N'y a-t-il pas là un conflit d'intérêts majeur ? Et quand un Bolloré, patron d'un grand média audiovisuel, est également propriétaire d'une régie publicitaire mondiale telle qu'Havas ? Conflit d'intérêts ? On est en droit de se poser la question.

### Est-ce que l'État ne devrait pas mieux utiliser le levier des aides publiques pour réguler le secteur ?

À Mediapart et au Spiil (Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne), nous sommes pour une refondation des aides assez radicale, et même pour une suppression des aides directes, dont on considère qu'elles ne sont pas vertueuses. C'est un peu l'Elysée qui distribue à la tête du client, beaucoup pour *Le Figaro* et *Le Monde*, un peu

lors des Assises du Journalisme

# des médias a changé de nature »



Écrivain et journaliste d'investigation spécialisé dans les affaires économiques, Laurent Mauduit, ancien de Libé, Marianne et Le Monde, fait partie des co-fondateurs du site Mediapart (photo Vincent Lanier).

moins à *Libé* et encore moins aux autres. Aujourd'hui, 45 % de ces aides directes vont à cinq milliardaires. Toutes les politiques jusqu'à présent ont consisté à aider les plus riches, et à empêcher l'émergence de nouveaux acteurs. Niel, Arnault, Dassault, voilà qui l'État aide!

## « Haïr la presse, c'est haïr la démocratie »

### Et pourtant, un changement radical n'est pas trop dans l'air du temps...

On vit une période de régression démocratique. Nous sommes dans un environnement qui va totalement à rebours de ce qui devrait être fait. Par exemple concernant l'accès aux documents administratifs. La transparence devrait être la règle et l'opacité l'exception. En Islande, tout citoyen, et donc tout journaliste, peut demander que lui soit communiqué tout document appartenant à une entreprise privée ayant été ou étant sous contrat avec l'État. C'est logique, dans la mesure où c'est d'intérêt public, et pourtant ce sujet n'avance pas, en France et au niveau européen, où les lanceurs d'alerte ne sont toujours pas protégés,

surtout avec la directive sur le secret des affaires.

### Il n'y a donc aucune raison d'espérer?

Si, parce que nous sommes dans un basculement technologique historique, qui a eu pour effet de permettre aux citoyens de faire irruption dans le débat. On vit une époque de bouleversements, qui est aussi une époque formidable pour revenir à l'esprit du Conseil National de la Résistance.

### Quel regard portes-tu sur la campagne délétaire contre les journalistes, alimentée par certains candidats?

Le contexte actuel, avec des hommes politiques de gauche comme de droite qui agressent la presse, est très dangereux, et extrêmement grave, parce qu'on touche aux fondamentaux de notre démocratie. Haïr la presse, c'est haïr la démocratie.

### Quelle est la responsabilité des médias dans la montée des populismes?

Ce n'est pas le journalisme qui fait les affaires. Les révéler, c'est montrer au citoyen l'état du pays. Mais le système médiatique est assez inquiétant parfois. La politique du buzz, du sensationnel, s'est traduite bien souvent par une forme de complaisance à l'égard de l'extrême droite, de ses idées, et de ses thèmes de prédilection. Beaucoup de médias ont préféré privilégier l'audience à la pertinence, le bruit à la réflexion. Il y a eu un manque de vigilance démocratique et déontologique, y compris dans le service public, avec une forte tendance à voir Marine Le Pen et quelques-uns comme de bons clients. Il faudrait garder à l'esprit cette citation de Camus, dans *Combat*, qui disait que le journalisme devait consister à « élever le peuple en élevant son langage ». ■

### Propos recueillis par Vincent LANIER

*Main basse sur l'information* (Don Quichotte, 448 pages, 19,90 euros) vient d'être primé à l'occasion de la dixième édition des Assises du Journalisme à Tours.